

Pour la classe ouvrière et les milieux populaires, faisons le choix du rassemblement

Jérémy Roggy

Adhérent de la section de Poitiers (86)

Dans une précédente contribution personnelle, je proposais un retour sur les élections européennes afin d'en tirer quelques enseignements, notamment pour définir ce qui constitue les conditions nécessaires pour rendre possible une candidature communiste autonome aux élections présidentielles de 2022. Or, les conditions d'une telle candidature ne sont pas réunies : le travail d'impulsion de la part de la direction nationale n'est pas au rendez-vous depuis le congrès de Novembre 2018. Pourtant, une telle candidature semble incontournable pour certains, y voyant une nécessité pour porter le projet du PCF. Mais je crois qu'une telle démarche est mauvaise : il est hasardeux de compter une telle échéance électorale pour renforcer notre parti en perte de vitesse, alors que celle-ci n'a pas été en notre faveur par le passé. En outre, elle se nourrit d'une démarche qui n'est pas tournée vers les franges populaires du monde du travail et de la société : ainsi, l'échéance présidentielle est présentée comme étant nécessaire avant tout pour le renforcement d'un PCF sans perspective de qualification au second tour qui chercherait à mettre fin à un effacement supposé. Et l'élection présidentielle serait l'échéance pour faire connaître nos idées du jour au lendemain. Cette perspective est profondément hors-sol, en ce sens que la candidature communiste se justifie seulement pour répondre à des logiques internes au PCF notamment animées par les acteurs de la tendance détenant la majorité nationale. Nous devons prendre en compte la réalité du poids réel du PCF sur le terrain et ne pas prendre le risque de reléguer durablement notre parti au rejet des milieux populaires. D'une part, je crois que certains dans nos rangs devraient prendre la mesure du risque réel de la prise du pouvoir de l'extrême-droite, car je crois que cela est balayé d'un revers de main, y compris par notre secrétaire national. D'autre part, nous ne pouvons pas prendre le risque d'être perçus par les milieux populaires comme des acteurs de la division de ceux-ci en ne travaillant pas ardemment au rassemblement des forces progressistes et révolutionnaires du monde du travail et de la société.

Alors que les débats au sein de notre parti tendent à tourner autour de la question : « Candidature communiste ou non ? », la vraie question est la suivante : « Quel doit être l'apport des communistes français pour faire converger les forces vives de progrès de notre pays en vue de les faire gagner ? ». Les victoires de la classe ouvrière française restent un phare pour les travailleurs du reste de l'Europe et du monde, et les communistes français ont une responsabilité majeure pour ne pas briser les espoirs de libération et de victoires. Si la France tombe aux mains de l'extrême-droite, cela sera bien plus qu'un symbole : ce sera l'affaiblissement de la classe ouvrière, des milieux populaires qui aura lieu, en France, dans le reste de l'Europe et dans le monde. Nous avons une responsabilité historique pour empêcher la prise de pouvoir des fascistes dans notre pays, pour porter un coup d'arrêt à la montée de l'extrême-droite en Europe et dans le monde. Nous ne pouvons pas prendre avec légèreté le risque de la prise du pouvoir de l'extrême-droite, et si nous n'agissons pas résolument pour l'empêcher, la classe ouvrière et les milieux populaires se détourneront durablement du PCF. Si ce risque de la prise de pouvoir de l'extrême-droite, qui ne peut être minoré, est réel, c'est bien parce que le pouvoir en place, celui de l'ultralibéral autoritaire qu'est Emmanuel Macron, est de plus en plus brutal, de plus en plus injuste, de plus en plus impopulaire. 2022 doit être le moment où le peuple de France tourne une bonne fois pour toute la page du macronisme pour le renvoyer dans les poubelles de l'histoire. Les forces de progrès dans notre pays sont nombreuses : enseignants dévoués à la réussite des enfants des milieux populaires, étudiants voulant apporter leur contribution au pays, hospitaliers en lutte pour une santé publique, cheminots pour des transports écologiques et peu chers pour

tous, syndicalistes se battant d'arrache-pied pour faire respecter les droits des travailleurs au quotidien et pour permettre des victoires, féministes en lutte pour une société d'émancipation... Ces forces sont nombreuses mais elles sont dispersées. L'un des rôles de notre parti est de faire le lien entre celles-ci, de leur donner un horizon commun pour permettre d'entrouvrir de larges victoires politiques pour un mouvement social qui subit les défaites nationales depuis une dizaine d'années. L'autre rôle de notre parti, c'est de redonner espoir : de larges franges du pays qui se sont senties trahies par les socialistes et qui ont besoin d'actes concrets forts liés à notre parole.

Notre parti seul ne pourra pas faire face à cette tâche immense : il a besoin d'alliés dans le mouvement social, dans la société pour y répondre et pour faire gagner la classe ouvrière, les milieux populaires en 2022. Une candidature unique est-elle envisageable ? Une telle piste est utopique car cela est difficilement envisageable d'unir notre peuple aux socialistes en quête de virginité qui l'ont trompé. Un ralliement à la candidature déjà actée de Jean-Luc Mélenchon est-elle possible ? Celui-ci s'est discrédité auprès des milieux populaires en s'affichant au-dessus des règles de la loi imposées à tous et à toutes, et aller dans cette voie reviendrait à acter dans les faits un échec annoncé.

Là où certains parlent d'un supposé effacement du PCF, comme si le rassemblement était forcément préjudiciable, ceux-ci ont une vision étriquée des choses. Est-ce que le Front Populaire était préjudiciable pour la classe ouvrière et les milieux populaires ? Est-ce que la participation du PCF au gouvernement d'après-guerre était mauvaise pour la classe ouvrière et les milieux populaires ? Est-ce que le Front de Gauche n'a pas rallumé un espoir chez ces dernières ? L'enjeu central est l'intérêt supérieur de la classe ouvrière et des milieux populaires et c'est bien cela qui doit être notre boussole. Quand le PCF est fort et entendu, c'est quand il affirme sa singularité et que celle-ci est tournée pour répondre aux intérêts immédiats de la classe ouvrière et des milieux populaires. Or, qui hors de nos rangs reconnaît actuellement ce qui ferait la singularité de notre parti ? Nous devrions être résolument le parti du social, et les milieux populaires doivent pouvoir identifier une ou deux propositions claires du PCF qui répondent à leurs intérêts vitaux. Nous devrions être le parti de la paix humaine, et nous devons prendre résolument au sérieux le risque avéré de prise de pouvoir par l'extrême-droite dans notre pays. Nous devrions être le parti du féminisme, et déployer des initiatives en faveur de l'égalité des genres pour permettre aux femmes de prendre toute leur place dans le monde du travail et la société. Dans cet esprit, la conférence nationale doit être orientée vers la recherche du rassemblement des fractions progressistes et révolutionnaires du monde du travail et de la société. Nouons des liens renforcés avec les syndicats, avec les associations, pour être au contact de la classe ouvrière et des milieux populaires. Pour être au diapason de leurs attentes et exigences, pour leur montrer que la victoire est possible.

Le rassemblement doit être celui des forces vives du monde du travail, de notre pays. Pour le rendre possible, notre parti doit être visible dans ce rassemblement en portant des propositions fortes : SMIC à 1800€, salaire socialisé dès 18 ans, semaine de 32h, sortie de l'OTAN et rupture avec l'UE, égalité salariale femmes-hommes, éducation gratuite de la maternelle à l'université, santé gratuite. Martelons ces propositions, rendons-les majoritaires dans le monde du travail et dans la société, construisons le rassemblement sur ces bases. Au lieu de s'entêter dans la présentation d'une candidature communiste autonome qui a peu de chance de se qualifier au second tour des élections présidentielles, travaillons collectivement les modalités du rassemblement avec nos partenaires. Construisons un rassemblement pour les législatives et les présidentielles avec un programme partagé sur les propositions qui rassemblent et laisser le débat ouvert sur celles qui clivent, à l'image du gouvernement de coalition de gauche en Espagne. C'est bien comme cela que nous

pourrons gagner et que nous pouvons renforcer le PCF. Et surtout que nous pourrons faire gagner la classe ouvrière et les milieux populaires.